

RÉUNION DE LA TRIPARTITE EN JUIN

L'UGTA «surprise» par l'annonce de Sellal

L'annonce faite il y a une semaine par le Premier ministre et selon laquelle une tripartite se tiendra en juin prochain, n'est nullement à l'ordre du jour des discussions à la Maison du peuple Abdelhak-Benhamouda. Des responsables syndicaux rencontrés au siège de la Centrale syndicale nous ont exprimé leur étonnement, déclarant que «rien de concret n'a été porté à notre attention».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Abdelmalek Sellal s'est-il exprimé sur la question, alors que son partenaire social, en l'occurrence l'UGTA n'a pas été informée ? C'est la question que se posent certains observateurs et autres syndicalistes, une semaine depuis l'annonce faite par le Premier ministre à sa sortie de l'hémicycle Zighoud-Youcef. Pour rappel, Abdelmalek Sellal avait annoncé mercredi dernier qu'une réunion de la tripartite (gouvernement-patronat-syndicat) se tiendra début juin prochain pour examiner plusieurs dossiers relatifs à la situation économique du pays. A ce propos, il dira «que cette réunion adoptera des décisions en faveur de la promotion de l'économie nationale».

Après avoir assuré que le gouvernement «ne touchera pas aux acquis sociaux», M. Sellal a indiqué qu'un «nouveau modèle éco-

nomique sera présenté et annoncé en avril prochain». Mieux, il a précisé que le nouveau modèle économique pour la période 2016-2019 «fait actuellement l'objet d'examen». «L'Algérie maîtrise toujours les grands équilibres macro-économiques nationaux» en dépit de la baisse du prix du baril de pétrole qui oscille actuellement entre 30 et 35 dollars dans un niveau inférieur au prix de référence arrêté à 37 dollars/baril, a soutenu le Premier ministre, soulignant qu'il «n'y aura pas de recours à l'endettement extérieur».

Quelques jours après, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) s'est exprimé sur le système de retraite, laissant croire que celui-ci est appelé à être «revisité».

Une déclaration que des cadres syndicaux de l'UGTA, notamment ceux de la Fédération nationale des travailleurs retraités

(FNTR) ont été surpris de lire sur les colonnes de la presse nationale. Il n'en demeure que selon d'autres sources, le Premier ministre aurait porté à la connaissance du secrétaire général de l'UGTA de «la nécessité de tenir la tripartite de juin prochain», arguant que certaines questions déjà évoquées lors des précédentes tripartites doivent faire l'objet d'un traitement définitif.

Il s'agit, ajoute notre source, de la question du système de retraite et du code de travail. Deux points qui seront sans aucun doute à l'ordre du jour du conclave de juin prochain. Pour rappel, lors de la tripartite d'octobre 2015 à Biskra, le Premier ministre avait évoqué les graves difficultés que connaît le financement du système de retraite du régime des salariés et avait fustigé les départs à la retraite avant l'âge légal de 60 ans.

Cette déclaration n'a pas été suivie par une réponse explicite de l'UGTA par crainte de raviver des tensions dans sa base dont une partie est toujours hostile à la suppression de la retraite anticipée.

Pour certains proches du dossier, la révision du système de retraite concernera une révision de la disposition portant retraite pro-



Sidi Saïd, SG de l'UGTA.

Photo : Samir Sid

portionnelle dans le but principal de diminuer le grand déficit qu'accuse la CNR, alors que du côté de l'exécutif, on veut carrément l'abrogation de l'ordonnance 97/13 régissant la retraite proportionnelle et la retraite sans condition d'âge.

Autre question qui risque de créer une tension au sein de la maison UGTA. Il s'agit du nouveau code du travail, que la base syndicale avait déjà rejeté. La question avait été déjà évoquée lors du dernier congrès et les délégués syndi-

caux ont qualifié le projet du gouvernement de «porte ouverte vers la régression sociale».

Le nouveau code du travail est perçu par les syndicalistes comme le début d'une ère où il sera favorisé la «précarité, les licenciements abusifs, le manque de contrôle, l'absence de syndicat, etc».

En attendant juin prochain, tous les regards seront désormais braqués vers le siège de la Maison du peuple.

A. B.

SALAH KHEBRI DÉMENT QUE LA DATE DE LA RÉUNION DE L'OPEP SOIT ARRÊTÉE :

«L'Algérie soutient les actions pour redonner au marché pétrolier sa stabilité»

La date de la prochaine réunion des pays producteurs de pétrole n'est pas encore fixée, a affirmé hier, le ministre de l'Energie, Salah Khebri, contrairement à ce qui a été dit pour le 20 mars.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - A la question de savoir si l'Algérie souscrivait à la décision de gel de la production, prise à la mi-février lors d'une réunion des quatre (Arabie Saoudite, Russie, Qatar, Venezuela) à Doha, Khebri a confirmé que l'Algérie souscrivait non seulement à cette démarche, mais aussi «à toutes les actions qui permettent de redonner au marché pétrolier sa stabilité».

Le ministre qui s'exprimait, hier, en marge de la 6^e édition du Napec (North African Petroleum Exhibition & Conferences du 8 au 11 mars 2016 à l'Esplanade de l'hôtel Hilton) estime que le gel de la production même s'il n'est pas suffisant n'en reste pas moins «un premier pas puisqu'il permet aux deux des plus grands producteurs (Russie et Arabie Saoudite) d'abord de s'asseoir à la même table et de discuter dans l'intérêt des pays producteurs». «Nous souscrivons à cette démarche (de gel) et nous participerons à la réunion dès que la date sera arrêtée», souligne Khebri qui a rappelé que l'Algérie a, par le passé, déjà appelé à réduire la production. Il ajoute que si le gel ne se révélait pas suffisant, l'on pourrait aboutir à une réduction de la production.

Par ailleurs, l'ancien ministre de l'Energie, Sadek Boussena, a déclaré que l'incertitude qui plane sur les prix est devenue aujourd'hui un «instrument de stratégie» de l'Arabie Saoudite. «En prenant la position de dire «je ne ferai plus de contrôle, je ne participe plus avec l'Opep à donner aux marchés un prix de référence», elle



Salah Khebri, ministre de l'Energie.

Photo : DR

crée une incertitude totale sur le marché qui fait que les fluctuations des prix peuvent aller de 25 à 70 dollars. Cela indépendam-

ment des risques géopolitiques», a souligné Boussena lors d'une conférence en marge de la 6^e édition du Napec.

Selon l'ancien P-dg de la Sonatrach, ce n'est pas la première, et ce ne sera pas la dernière fois, que les prix du pétrole vont chuter. «Le marché du pétrole est un marché cyclique qui peut avoir des hauts et des bas en fonction d'un certain nombre de variables. L'Arabie Saoudite est aujourd'hui la clé du changement», observe Boussena qui invite à se focaliser sur deux points à l'avenir : la production des huiles de schiste aux Etats-Unis (importantes pour les équilibres pétroliers) et l'attitude des Saoudiens. A propos de ce dernier point, Sadek Boussena met en avant deux scénarios. Ou bien la position de l'Arabie Saoudite de ne plus négocier au sein de l'Opep un plafond de production est «tactique» et que, après avoir obtenu un certain nombre de résultats (la Russie qui réduit sa production, et l'Iran qui doit réduire ses prétentions), elle peut être amenée à revenir à de meilleurs sentiments et booster les prix.

Ou alors, et c'est la seconde option, que

les Saoudiens renoncent définitivement à négocier au sein de l'Opep à ce rôle et c'est la porte ouverte à un marché très volatile avec une fourchette des prix qui varierait entre 25 et 70 dollars. «Personnellement, note Sadek Boussena, je penche pour le premier scénario. Dans ce cas, les prix vont fluctuer entre 50 et 70 dollars. A savoir, c'est le prix qui correspond au coût des pétroles de schiste américains. Si les prix du pétrole vont au-delà de 70 dollars, les schistes américains vont revenir en force avec un fort déséquilibre sur le marché», note Boussena. Ce dernier se dit convaincu que la «sagesse» primera et les prix pourraient remonter.

Et au sein de cette grande incertitude des marchés, la Sonatrach devra s'adapter à cette situation, recommande Boussena qui ne doute pas que la compagnie pétrolière nationale en est capable, rappelant que la Sonatrach en 1989, alors que personne ne voulait lui prêter de l'argent, «s'en était sortie et a même signé les meilleurs contrats».

Y. D.

Un business-forum sur les énergies renouvelables le 24 mai à Alger

Un business-forum, organisé conjointement avec la Commission européenne (CE) et couvrant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, se tiendra le 24 mai 2016 à Alger, a annoncé, hier, le ministre de l'Energie, Salah Khebri.

Ce forum a pour objectif de présenter «tous les volets de ce programme aux investisseurs algériens et européens», a affirmé Khebri. Selon lui, les sites devant abriter les premières centrales de ce programme «ont été identifiés au niveau de 15 wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux».

En outre, ce programme aura, ajoute Khebri, des implications

importantes en amont du fait des besoins importants en équipements et accessoires nécessaires «et que nous souhaitons voir fabriqués localement dans le cadre de partenariats à mettre en place entre les investisseurs algériens et étrangers».

Concernant le 5^e appel d'offres de la Sonatrach, Salah Khebri a annoncé que «le cadre légal et réglementaire est finalisé», et devra être lancé «avant la fin de l'été». Ce 5^e appel intervient dans une conjoncture très difficile marquée par la baisse des prix et des investissements dans le domaine pétrolier.

Y. D.